



Communiqué de presse

Pas 1 euro pour les étudiant·es et les CROUS !

À une voix près, l'Assemblée nationale a rejeté ce jeudi 9 février la proposition de loi socialiste pour assurer un repas à 1 euro pour l'ensemble des étudiant·es. Ce mécanisme est actuellement réservé dans les restaurants universitaires aux étudiant·es boursiè·res ou en situation de précarité.

La pandémie et les épisodes de confinement ont aggravé la situation de grande précarité des étudiant·es et mis en lumière leurs difficultés. Pour le gouvernement, le repas à 1 euro, qui avait été étendu à l'ensemble des étudiant·es durant la pandémie de Covid, était « une mesure de crise, conçue pour répondre à une situation exceptionnelle ». La situation ne s'est pas pour autant améliorée, les organisations étudiantes décrivent des étudiant·es de plus en plus précaires, contraint·es d'aller faire la queue dans des distributions alimentaires pour se nourrir. Vu la situation actuelle, il est clair que l'attribution ou non d'une bourse ne peut pas être le seul critère d'une politique ambitieuse envers la population étudiante.

La ministre de l'Enseignement supérieur Sylvie Retailleau a annoncé à plusieurs reprises une réforme des bourses, semblant reconnaître le problème d'inadéquation entre les critères d'attribution et les montants alloués, mais pour le moment rien de concret n'est avancé. La ministre a plaidé contre la mesure, dont elle a estimé le coût à au moins "90 millions d'euros". C'est surtout un choix du gouvernement qui décide pour l'année 2023 de débloquer 140 millions pour le SNU ! Ne parlons même pas des 19 milliards de bénéfices de Total...

Au-delà du repas à 1 euro pour tous·tes, c'est bien la question de la précarité étudiante qui doit être traitée sérieusement et globalement. Pour cela, il faut aussi se soucier de la situation des personnels des CROUS. Depuis la mise en place de ce tarif, l'affluence a augmenté de 20 % dans les resto U, et cela à moyens humains et matériels constants ! La CGT, qui soutient ce dispositif indispensable, alerte depuis des mois sur cette situation qui génère pour les personnels une souffrance au travail. Pour faire perdurer cette mesure nécessaire et pouvoir l'élargir, il y a besoin de recruter des personnels, mais aussi d'investir pour avoir les moyens et les locaux nécessaires !

Au-delà du repas à 1 euro, il s'agit aussi de permettre à chaque étudiant·e d'étudier à plein temps, de pouvoir être logé·e dans des résidences universitaires rénovées, d'accéder à une restauration de qualité, de pouvoir étudier en présentiel dans des conditions décentes et avec un accès garanti au numérique (poste de travail et réseaux).

Indigente depuis des années, la politique d'Enseignement Supérieur et Recherche est devenue catastrophique ! Car l'État n'a pas voulu lui allouer les quelques milliards indispensables. Aujourd'hui, il est urgent de financer les CROUS, dont les personnels sont très sollicité·es depuis la pandémie. Leur conscience professionnelle et leur métier se sont avérés indispensables, entre les restaurants universitaires aux contraintes sanitaires très dures et les résidences universitaires à entretenir, pour des résident·es confiné·es. À ces conditions de travail difficiles, s'ajoutent la perte non compensée d'une partie des ressources propres des CROUS et les menaces de suppressions de postes.

En pleine mobilisation pour la défense de notre système de retraite, le gouvernement et sa majorité parlementaire démontrent encore une fois quelles sont leurs priorités : la jeunesse étudiante et les personnels des CROUS n'en font pas partie ! Face à ce vote lamentable qui constitue une provocation supplémentaire : mobilisons-nous massivement !

Montreuil, le 13 février 2023